



HAL
open science

Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan

Raphaël Jozan

► **To cite this version:**

Raphaël Jozan. Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan. Les Études du CERI, 2012, n° 192, pp.22-29. hal-04560320

HAL Id: hal-04560320

<https://sciencespo.hal.science/hal-04560320>

Submitted on 26 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan *par Raphael JOZAN*

Le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan forment un ensemble d'une taille économique particulièrement réduite, dont le PIB nominal cumulé (88 milliards de dollars pour 2012) est de 10 % inférieur à celui de la Slovaquie, les deux plus petits pays de la zone (le Kirghizstan et le Tadjikistan) ayant tous les deux des PIB inférieurs à celui de Haïti. L'ensemble a globalement connu la croissance en 2012, qui s'est traduite par un dynamisme économique faible qu'explique la taille des économies, et, plus encore, un environnement politique et social peu propice aux affaires. Ces pays restent incapables de générer des emplois, ce qui conduit à des migrations massives vers les bassins d'emplois de la grande région déficitaire en main-d'œuvre (le Kazakhstan et la Russie).

Une opposition nette sépare les pays exportateurs d'hydrocarbures (le Turkménistan et l'Ouzbékistan), qui bénéficient d'importants excédents commerciaux utilisés par les gouvernements pour financer des infrastructures et des politiques sociales, et les deux pays les plus pauvres, le Tadjikistan et le Kirghizstan, dont la croissance est très dépendante de financements extérieurs, et plus volatile, comme en témoigne le taux de croissance du Kirghizstan, révisé à 1 % (contre 6 % attendus) en raison des mauvais résultats d'extraction d'une de ses mines d'or.

Une croissance régionale tirée par le secteur des hydrocarbures et l'augmentation des exportations de gaz vers la Chine

Les quatre républiques centrasiatiques que nous étudions ici ont construit des modèles économiques établis sur des rentes de matières premières en grande partie maîtrisées par les Etats. Les deux exemples extrêmes sont certainement l'Ouzbékistan et le Turkménistan.

Après avoir été le cœur de la production cotonnière de l'Union soviétique, l'Ouzbékistan en est resté le sixième producteur mondial. Au cours des deux dernières décennies, le pays a maintenu cette agro-industrie en suivant les mêmes principes qu'au cours de la période soviétique : la culture, qui occupe toujours plus d'un tiers de la surface irriguée du pays, est planifiée, administrée, et la majeure partie de la production est achetée par des entreprises d'Etat. Cependant, alors que la production de coton a baissé en volume absolu (1 million de tonnes de coton-fibre produites), ses cours ont été suffisamment élevés tout au long des années 1990 pour que l'Etat puisse diversifier ses rentes en développant des industries extractives, sur lesquelles il garde un proche contrôle. Il s'agit de l'uranium, de l'or (qui représente toujours 10 % des exportations), mais surtout des hydrocarbures, en particulier le gaz, dont l'exportation assure 40 % des entrées de devises. La diversification reconfigure l'ensemble du modèle économique ouzbek, encore caractérisé jusqu'au milieu des années 2000 par ce que certains analystes ont longtemps appelé de manière erronée « une monoculture du coton ». Le niveau soutenu des cours de l'ensemble de ces matières premières et leur diversité ont permis à l'Ouzbékistan une croissance, de 7,4 % en 2012, qui témoigne d'une certaine robustesse.

Le voisin turkmène bénéficie d'un secteur énergétique qui compte pour plus de 90 % de ses exportations. Le pays se distingue de l'Ouzbékistan par sa plus grande dépendance vis-à-vis d'un secteur exportateur, dépendance qui connaît une durabilité affirmée depuis l'ouverture de la deuxième réserve de gaz du monde, l'olatan Sud. Davantage que l'Ouzbékistan, la trajectoire économique turkmène s'établit dans la droite lignée de celle constituée au cours de la période soviétique. Le pétrole extrait profite depuis 2006 de l'ouverture de l'oléoduc transcaspien BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan), et le Turkménistan assure de l'ordre de 4 à 5 % du volume exporté par la région de la mer Caspienne vers la Turquie. Jusqu'en 2011, hormis les échanges au sein même de la région centrasiatique (anciennement soviétique), le gaz était exporté principalement vers la Russie, selon les mêmes routes

que pendant la période soviétique. Mais depuis, de nouvelles voies ont été ouvertes vers l'orient, par la construction d'un gazoduc qui relie le Turkménistan à la Chine, à travers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, véritable moteur de la croissance régionale au cours des dernières années. La construction de cette infrastructure était un enjeu crucial pour la région, et les intérêts des républiques ont convergés. Alors que la coopération régionale s'avère particulièrement difficile en termes de commerce, de gestion de l'eau et d'intérêts territoriaux divergents (plusieurs réclamations territoriales importantes existent entre chacun des pays qui se partagent une frontière), la coopération régionale a été rapide. Construit et financé par la China National Petroleum Corporation (CNPC), le gazoduc permet d'exporter 30 à 40 milliards de mètres cube de gaz par an.

Les effets de levier ont été spectaculaires et immédiats, comme en témoignent l'augmentation des exportations et l'effet sur les balances commerciales turkmène et ouzbèke entre 2010 et 2011, ou encore l'afflux d'investissements dans le secteur, concentrés d'abord dans les infrastructures de transports et qui ciblent maintenant la transformation des hydrocarbures. En Ouzbékistan, les Coréens ont signé en 2011 la part la plus importante (816 millions de dollars) dans l'investissement de 3 milliards de dollars du complexe d'Ustyurt au Karakalpakistan (production de 400 000 tonnes de polyéthylène et de 100 000 tonnes de polypropylène par an), avec l'implication de Kogas et Samsung Chemical. En 2012, Uzbekneftgas a signé un important contrat avec l'entreprise sud-africaine Sasol et l'entreprise malaysienne Petronas pour un investissement de 4 milliards de dollars en vue de la construction, lancée en 2013, d'une raffinerie GTL, la première de la région. Dans une certaine mesure, le secteur hydrocarbure des deux pays producteurs de la région continue de connaître un cercle vertueux, qui se fait ressentir positivement sur leurs indicateurs de croissance.

L'exportation par le chemin oriental contraste avec les difficultés rencontrées par la voie occidentale qu'on pensait auparavant privilégiée, du fait du succès enregistré au cours des années 2000 par le BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) transcaspien. Mais les autres projets, notamment le projet Nabucco, ont encore peiné en 2012 à sortir des cartons, en raison des divergences d'intérêts européens, du jeu diplomatique de la Russie opposée à des projets qui permettraient de réduire la dépendance de la région vis-à-vis de ses infrastructures, et du recul américain dans la région. Plus que l'Ouest, c'est la voie du Sud qui a été à l'honneur en 2012. En effet, après l'ouverture d'un deuxième oléoduc en 2010 entre le Turkménistan et l'Iran, cette voie a fait l'objet d'une attention particulière avec le projet de gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde), promu par le président turkmène Berdimuhamedov, et sur lequel les trois *majors* Gazprom, Chevron et Exxon se positionnent pour prendre des parts. Le Bangladesh a exprimé en 2012 son souhait de faire de même. Cependant, comme le projet Nabucco, TAPI bat quelque peu de l'aile, du fait du manque de garantie de stabilité des régions qui seraient traversées, de la concurrence russo-américaine, et des incertitudes qui planent autour des marchés internationaux du gaz, reconfigurés notamment par les perspectives offertes par le gaz de schiste.

Les économies du Tadjikistan et du Kirghizstan, dépendantes de sources de financements extérieurs

Le Tadjikistan et le Kirghizstan étaient déjà les deux républiques les plus pauvres de l'Union soviétique. Contrairement au Turkménistan et à l'Ouzbékistan, ils ne disposent pas de réserves de gaz ou de pétrole, qu'ils doivent importer, avec un impact conséquent sur la balance commerciale (respectivement 2,4 et 3,3 milliards de dollars de déficit en 2012 pour le Kirghizstan et le Tadjikistan, soit 45 % du PIB de chacun des pays cette même année). Tous deux appuient également leur économie sur des secteurs d'extraction ou le maintien d'une agriculture administrée. Au Tadjikistan, les trois quarts des exportations proviennent de l'exploitation du coton et de l'aluminium, dont la seule exportation contribue pour 65 % au budget de l'État. Mais alors que la production d'aluminium ne cessait de baisser depuis 2007 (280 000 tonnes en 2011 contre 460 000 en 2007), TALCO (Tadjik

Aluminium Company) prévoit une production de 330 000 tonnes pour 2012 afin de contrer la tendance négative. Cette production bénéficie en effet de la mise en valeur de l'hydroélectricité produite localement par l'intermédiaire de grands barrages construits pendant la période soviétique, la bauxite étant importée par voie ferroviaire. Le gouvernement cherche aujourd'hui à développer de nouvelles sources de rentes, notamment par l'ouverture de nouvelles mines d'or dont la production est passée de 1,8 tonne en 2010 à 2,2 tonnes en 2011. En outre, un nouvel accord a été conclu en 2012 entre le gouvernement tadjik et l'entreprise Kryso, enregistrée à Londres, pour l'ouverture de la mine de Pakrut. L'enjeu est majeur, car le pays doit impérativement financer, outre des programmes sociaux nécessaires à la stabilité politique du pays et l'emblématique projet hydraulique de Roghun (voir *infra*), les grands travaux qui ont été réalisés pour les cérémonies des vingt ans de l'indépendance.

L'économie du Kirghizstan est également dépendante de rentes. La principale exportation reste l'or, la production de la seule mine de Kumtor ayant compté pour plus de 7 % du PIB en 2011. Le Kirghizstan, comme le Tadjikistan, bénéficie en effet des bons cours des métaux, plus particulièrement de l'or, mais la croissance y est particulièrement volatile, à cause de la forte dépendance à son égard dans une économie peu diversifiée. Ainsi, la croissance pour 2012 y a-t-elle été réestimée à 1 %, contre 6 % prévu initialement, du fait d'un très mauvais niveau d'extraction à la mine de Kumtor, dont la composition géologique est revue à la baisse, ce qui témoigne de la fragilité économique du pays. Le principal secteur y reste finalement l'exportation de main-d'œuvre bon marché vers le Kazakhstan et la Russie, les envois de fonds par les travailleurs expatriés rapportant près de 35 % du PIB en 2012. Le Kirghizstan est ainsi l'un des pays du monde qui bénéficie le plus de l'argent envoyé par les expatriés vers leur pays d'origine, les volumes étant estimés vingt fois plus importants qu'il y a dix ans. On compte près d'un million de travailleurs expatriés kirghizes pour une population de 5,1 millions d'habitants, ce qui permet de juger l'ampleur du phénomène qui touche également le Tadjikistan, qui est dans une situation similaire, mais aussi l'Ouzbékistan, dont le taux officiel de chômage est proche de zéro, mais dont la population s'expatrie par millions.

Moins que les rentes minières, l'avantage comparatif du Kirghizstan réside dans ses institutions (il tient le meilleur rang de la région dans le classement de *Doing Business*, à la 70^e place, quand l'Ouzbékistan est à la 166^e), et dans le fait que le pays a radicalement libéralisé l'économie au cours des années 1990, ce qui en fait un pivot pour le commerce régional. Seul de la région à être membre de l'OMC (à laquelle il a adhéré en 1998, avant même les pays baltes), le pays détient les canaux de biens manufacturés chinois, indiens et turcs qui sont importés avant d'être redirigés vers les pays voisins, très souvent par l'intermédiaire de circuits informels transfrontaliers qui pratiquent la contrebande. Le commerce génère ainsi 500 millions de dollars par an et devra être suivi de près car le Kirghizstan a choisi de rejoindre l'Union douanière Bélarus-Kazakhstan-Russie à l'horizon d'un ou deux ans. Comme le Tadjikistan, il importe de nombreuses denrées alimentaires. 32 % des actifs travailleraient dans l'agriculture, souvent par défaut car une importante partie des producteurs se sont repliés sur une agriculture de subsistance en raison du manque d'emplois rémunérateurs, et l'activité agricole vient bien souvent en compléter d'autres (petit commerce ou travail sur des chantiers à l'étranger). La principale culture d'exportation est le coton, qui provient pour près de moitié de circuits de contrebande qui le détournent de la production cotonnière du territoire ouzbek.

Les projets hydrauliques au cœur de la géopolitique centrasiatique

Le Tadjikistan et le Kirghizstan ont également en commun de chercher à promouvoir de nouveaux projets hydroélectriques. Pays de montagnes qui concentrent une grande partie des précipitations de la région, ils ont tous les deux un important potentiel qui reste peu exploité, malgré la construction de grands barrages dès la période soviétique. Des études de faisabilité avaient été réalisées à l'époque afin de concevoir des ouvrages sur d'autres sites, mais ils n'ont pas été réalisés avant 1991. Depuis

l'indépendance, les deux pays sont à la recherche de possibilités de financements, sans grand succès. Au Tadjikistan, le projet hydroélectrique le plus important est le barrage de Roghun, qui nécessite un investissement de 1,4 milliard de dollars. Le président Rahmon a lancé avec le président Akhmedinedjad, en septembre 2011, la construction de la première unité du barrage de Sangtuda-2, financé pour 180 millions de dollars par l'Iran et pour 40 par le Tadjikistan. De son côté, le Kirghizstan a lancé en 2011 la construction de la station de Kambarata-2, en amont de la cascade hydroélectrique de Toktogul, dans les gorges de la vallée Naryn.

La mise en place de ces projets peine à cause du fort endettement des pays (55,1 % du PIB au Kirghizstan en 2012) et de conditions peu propices à l'investissement, avec notamment d'importants impayés, ou des pratiques de corruption qui ont fait, en 2012, scandale au Tadjikistan.

Construire des infrastructures, mais pour quels marchés ? Le marché intérieur n'étant pas sûr financièrement, les plans d'investissement étudient les possibilités d'exporter l'électricité. Les yeux sont tournés vers les opportunités d'ouverture de marchés au sud de l'Asie centrale, à travers le projet CASAREM (Central Asia/South Asia Regional Electricity Market). La première phase, CASA-1000, qui concerne la mise en place progressive d'infrastructures de transmission, a fait l'objet de pourparlers en 2012, qui ont abouti à la signature d'un memo entre le Tadjikistan, le Kirghizstan, le Pakistan et l'Afghanistan au mois de mai. Si le projet rencontre le soutien de plusieurs acteurs du développement (Banque mondiale, USAID et Banque islamique de développement), il bute, autant que les projets de construction de barrages, sur l'opposition farouche de l'Ouzbékistan. Les arguments avancés par le pouvoir de Tachkent sont ceux de la sécurité (risques sismiques sur les sites de construction des barrages), de la protection de l'environnement et du risque de pénurie d'eau. Mais sa principale réticence tient à sa crainte de voir les voisins kirghize et tadjik entrer en concurrence avec lui pour le contrôle des marchés électriques du Sud, sur lequel il se positionne. Uzbekenergo s'impose, en effet, comme un acteur majeur de l'offre d'électricité, avec 1,2 milliard de KWh par an vendu en Afghanistan. Disposant du plus grand parc de production électrique de la région (essentiellement des centrales thermiques alimentées par ses propres ressources énergétiques), l'Ouzbékistan entend en rester l'opérateur pivot, alors qu'il s'établit lui-même sur le marché afghan et cherche à attirer les investissements vers ses propres projets. Par ailleurs, il prévoit sérieusement de produire des énergies alternatives comme le solaire, ainsi qu'en témoigne un contrat signé en 2011 avec Lukoil. Enfin, le gouvernement a donné la priorité aux programmes destinés à améliorer l'efficacité énergétique.

Au cours de l'année 2012, les projets hydrauliques ont fait l'objet d'une bataille d'expertises techniques, financières, juridiques qui n'en finit pas. Alors que le président Rahmon avait pris les devants pour forcer pendant un temps la population à s'impliquer dans le financement de ce qu'il considère être un enjeu national de développement (à travers une prise en charge forcée d'un part du capital), et que le gouvernement tadjik a décidé en 2012 une augmentation du budget alloué au projet pour l'année 2013, la Banque mondiale a lancé en 2011 et 2012 de nouvelles études, dont les résultats ne cessent de se faire attendre, ce qui témoigne des difficultés financières, techniques et diplomatiques des projets.

Sur le dossier hydraulique, l'année 2012 a vu l'affirmation d'un acteur, la Russie, qui souhaite s'imposer comme le grand arbitre de la région. Alors qu'elles cherchent à s'introduire dans le projet CASA-1000, les autorités multiplient les annonces de financements de projets au Kirghizstan (plusieurs milliards de dollars de prêts sont évoqués avec l'intervention d'InterRAO, la holding publique russe d'électricité), en invitant l'Ouzbékistan et le Kazakhstan à y prendre part. Cela fait partie d'une intense activité diplomatique, déployée en Asie centrale comme au Sud-Caucase, qui vise en particulier les deux pays pauvres, le Tadjikistan et le Kirghizstan, où la Russie dispose de bases militaires. De fait, en 2012, la Russie s'est accordée avec eux au sujet du contrat pour la location des sites militaires, et a annoncé en septembre 2012 un effacement massif de dette au Kirghizstan (près de 500 millions de dollars). Les impacts sont réels sur la région et les bailleurs internationaux, qui participent largement au financement du déficit budgétaire du Tadjikistan et du Kirghizstan, s'inquiètent de la possibilité

de voir leur dette déstructurée par des effacements de dettes réalisés sans concertation. La prise de contrôle de l'Asie centrale par la Russie tient cependant du fantasme, tant les lignes ont bougé au cours des vingt dernières années, sous l'impulsion des efforts des acteurs centrasiatiques pour affirmer leur indépendance, et en raison de l'affirmation de nouveaux acteurs, comme la Chine, approchée par le pouvoir de Bichkek pour financer des barrages. La voie orientale est ouvertement promue par tous les pays de la région, ce qui se concrétise, outre par les projets relatifs aux hydrocarbures, par des programmes d'infrastructures routières entre l'Asie centrale et la Chine. Ces projets font également l'objet de financements par des bailleurs et fonds souverains du Golfe, ce qui témoigne de la capacité de la région à s'ouvrir sur de nouveaux acteurs (le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe, KFAED, par exemple, en ce qui concerne le projet d'autoroute Andijan-Och-Irkechtam, destinée à relier Kashgar).

L'Asie centrale face à ses problèmes structurels

L'Ouzbékistan est certainement le pays qui relève le mieux le défi de la diversification industrielle. Il est celui qui a réussi avec le plus de succès à attirer les investissements étrangers dans d'autres secteurs que ceux des mines ou de l'exploitation des hydrocarbures. L'investissement phare est celui de General Motors qui produit des véhicules bien vendus dans la région, jusqu'en Russie. De nombreux contrats ont été signés en 2011 et 2012 dans les secteurs de l'automobile avec des partenaires coréens, et comme dans le secteur des hydrocarbures, l'Etat encourage la transformation des matières premières sur place, condition obligatoire pour s'implanter dans des secteurs clés comme l'agriculture, en particulier celui du coton et du textile. Cependant, malgré les incitations à attirer les investissements étrangers, à l'image de la création en 2008 de la zone industrielle franche de Navoi, les entreprises étrangères ne se précipitent pas (moins de dix installations jusqu'à présent). Le climat des affaires semble en effet se dégrader et l'Ouzbékistan a perdu seize places dans le classement de *Doing Business* de la Banque mondiale en seulement un an (de la 150^e à la 166^e place du classement). Pour sa part, le secteur des télécommunications a défrayé la chronique au cours de l'année 2012, l'opérateur russe MTS ayant fait l'objet d'une prise de contrôle par des acteurs ouzbeks, proches de la famille du Président.

Alors qu'on peut questionner la robustesse des indicateurs de croissance économique proposés par l'administration ouzbèke, l'économie est finalement tirée, en dehors du secteur des hydrocarbures et des services, par les investissements publics réalisés à travers le Fonds de reconstruction et de développement (FRD), constitué sur la base des excédents de l'exportation du gaz (4,5 % du PIB en 2012 selon les estimations du FMI). Adopté en décembre 2010, un décret présidentiel envisageait l'investissement de 30 milliards de dollars dans 259 projets industriels et 23,1 milliards de dollars dans les infrastructures pour la période 2011-2015. L'Etat ouzbek, dont la dette extérieure est très peu élevée contrairement à celle de ses voisins tadjik et kirghize (16,6 % du PIB contre 63,6 et 50,4 %), compte s'impliquer de tout son poids dans le développement économique. L'Etat investit massivement dans ce qu'il appelle la modernisation du pays et vise en particulier les villes secondaires et les infrastructures de transport : les routes bien sûr (notamment celle qui relie Tachkent à la vallée de Fergana et absorbe maintenant l'intégralité du transport cargo pour éviter le transit par le Tadjikistan), mais également le fer, par le développement d'une ligne à grande vitesse (achat de trains espagnols Talgo en 2012) et enfin le renouvellement de la flotte aérienne nationale (Uzbekistan Airways, avec l'achat d'Airbus). La dynamisation des territoires ruraux est également affichée comme une priorité, mais les programmes engagés par le gouvernement (construction de serres, mise en place de *hubs* logistiques) par lesquels l'Etat impose aux entreprises de s'impliquer dans le capital et la gestion des projets, n'apportent pas les résultats promis. Les agriculteurs demeurent canalisés sur des productions administrées qui étouffent les initiatives de diversification et déstructurent les marchés intérieur et

d'exportation. Cela se traduit, sur les marchés agricoles et alimentaires internes, par des taux d'inflation toujours très élevés (certainement à deux chiffres en 2012), sous-estimés dans les statistiques officielles, même si cette élan a été ralenti par les très bonnes récoltes de l'année 2011.

La croissance économique régionale globale ne permet pas d'occulter les profonds déséquilibres économiques et sociaux des quatre pays étudiés ici. Les forts taux de chômage, l'émigration pendulaire massive, le sous-emploi sur le lieu de travail, touchent indifféremment les républiques. L'un des plus grands défis de la région est celui du désenclavement politique et la disparition des multiples barrières aux affaires. Les déficits commerciaux (et de développement) qui résultent du nonaccès à la mer sont aggravés par les difficultés à traverser les frontières (droits de douanes, restrictions et corruption). Les coûts d'exportation sont parmi les plus élevés du monde, le prix d'un conteneur étant de plus de 3 000 dollars contre moins de 500 dans le cas de Singapour, selon l'*Ease of Doing Business* de la Banque mondiale de 2011, les plus chers de la région étant observés au Tadjikistan et en Ouzbékistan, avec 3 300 et 3 200 de dollars respectivement. Mais les plus grands défis se jouent en interne, lorsque des groupes d'intérêts privés tiennent des pans entiers de l'économie. Si les gouvernements affichent la volonté de prendre des réformes en main, à leur rythme, les inerties demeurent et empêchent la majeure partie de la population de profiter des opportunités de développement, la contraignant à s'expatrier, et à vivre, bien souvent, dans la clandestinité ou l'informalité dans les pays d'accueil. Paradoxalement, les migrants entretiennent les systèmes politiques et économiques qui les excluent à travers l'argent qu'ils envoient à leur famille.

Principaux indicateurs économiques

Kazakhstan (Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB	3,3	1,2	7,3	75	6
PIB par habitant (PPA euros)	8900	8500	9300	10000	10600
Consommation des ménages	6,3	0,7	10,0	8	5
Prix à la consommation	17,1	7,3	7,1	8,5	5,5
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-2,1	-2,9	-2,4	-2,1	-2,5
Dette publique (% du PIB)	8,3	12,2	14,7	16	16
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	6,6	6,6	5,8	5,4	5,2
Exportations de marchandises	38,5	-35,6	47,2	37,0	20,1
Importations (milliards de dollars)	7,5	-20,5	19,3	19,4	27,4
Balance courante (% du PIB)	4,7	-3,6	1,6	7,6	7,6
Dette extérieure brute (% du PIB)	84,1	95,1	80,1	71,6	-

Sources : WIIV, juillet 2012

(p) : prévision

Kirghizstan

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB (nominal en milliards de dollars)	5,1	4,6	4,6	5,1	5,2
Croissance du PIB	8,4	2,9	-0,5	5,7	1
PIB par tête (dollars)	962	868	868	962	972
Prix à la consommation (croissance annuelle)	24,5	6,8	7,8	16,6	2,9
Solde des administrations publiques (% du PIB)	0	-3,6	-6,3	-4,8	-6,2
Dette publique (en% du PIB)	48,5	58	60,3	52,4	55,1
Exportations (milliards de dollars)	3	2,8	2,6	3,5	3,5
Importations (milliards de dollars)	4,7	3,7	4,1	5,2	5,9
Balance commerciale (milliards de dollars)	-1,7	-0,9	-1,5	-1,7	-2,4
Balance courante (en % du PIB)	-8,1	-2,5	-6,4	-6,3	-12,8

Sources : FMI, Regional Economic Outlook : Middle East and Central Asia, novembre 2012

(p) : prévision

Ouzbékistan

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB (nominal en milliards de dollars)	28,6	32,8	39	43,3	46,5
Croissance du PIB	9	8,1	8,5	8,3	7,4
PIB par tête (dollars)	1048	1180	1368	1519	1632
Prix à la consommation (croissance annuelle)	12,7	14,1	9,4	11,6	12,9
Solde des administrations publiques (% du PIB)	10,7	3,1	4,9	9	3
Dette publique (en% du PIB)	12,7	11	10	9,1	8,8
Exportations (milliards de dollars)	12,2	11,7	12,2	16,4	16,2
Importations (milliards de dollars)	11,4	11,7	11,2	14,2	15,4
Balance commerciale (milliards de dollars)	0,8	0	1	2,2	0,8
Balance courante (en % du PIB)	8,7	2,7	6,2	5,8	4,7

Sources : FMI, Regional Economic Outlook : Middle East and Central Asia, novembre 2012

(p) : prévision

Principaux indicateurs économiques

Tadjikistan

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB (nominal en milliards de dollars)	5,1	5	5,6	6,8	7,3
Croissance du PIB	7,9	3,4	6,5	7,4	6,8
PIB par tête (dollars)	699	667	737	895	956
Prix à la consommation (croissance annuelle)	20,4	6,5	6,5	12,6	6
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-5,1	-5,2	-3	-2,1	-2,9
Dette publique (en% du PIB)	29,8	36,2	36,3	35,5	36,4
Exportations (milliards de dollars)	0,9	0,8	1	1,2	1,2
Importations (milliards de dollars)	3,7	2,7	2,9	4	4,5
Balance commerciale (milliards de dollars)	-2,8	-1,9	-1,9	-2,8	-3,3
Balance courante (en % du PIB)	-7,7	-4,9	-0,3	0,6	-0,4

Sources : FMI, *Regional Economic Outlook : Middle East and Central Asia*, novembre 2012
(p) : prévision

Turkménistan

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB (nominal en milliards de dollars)	19	18,5	21,4	27,6	29,8
Croissance du PIB	10,5	6,1	9,2	14,7	8
PIB par tête (dollars)	3725	3627	4196	5412	5845
Prix à la consommation (croissance annuelle)	14,5	-2,7	4,4	5,3	4,3
Solde des administrations publiques (% du PIB)	10	7,8	2,1	3,6	6,8
Dette publique (en% du PIB)	3,2	2,4	10,6	7,3	14,4
Exportations (milliards de dollars)	12,3	9,5	10	17,4	18,3
Importations (milliards de dollars)	7,8	11,3	11,3	13,4	15,6
Balance commerciale (milliards de dollars)	4,5	-1,8	-1,3	4	2,7
Balance courante (en % du PIB)	18,7	-14,7	-10,6	2	-1,5

Sources : FMI, *Regional Economic Outlook : Middle East and Central Asia*, novembre 2012
(p) : prévision